

Monsieur Alan DeSousa, Président de la Commission sur les finances et l'administration  
Monsieur Jacques Bergeron, Vérificateur Général  
Ville De Montréal  
17 juin 2015

Messieurs,

Voici les commentaires et suggestions de *Montréal pour tous* dans le cadre de l'étude publique, par la Commission sur les finances et l'administration, du rapport du vérificateur général au conseil municipal et au conseil d'agglomération.

D'entrée de jeu, nous tenons à réitérer notre appréciation du travail accompli par Monsieur Jacques Bergeron et son équipe. Nous croyons que les cibles de performance pour la mise en oeuvre de ses recommandations, qui correspondent aux bonnes pratiques observées dans les organismes comparables, offrent une souplesse administrative suffisante pour que l'organisation puisse continuer d'agir et réagir au besoin. Dans un contexte où un retard important dans l'atteinte de ces objectifs est dénoncé et que des mesures de redressement sont attendues, l'idée, lancée par le comité exécutif, d'un "plan de travail pour revisiter les priorités et la cadence" apparaît contre-productive puisqu'on risque, par là, de communiquer qu'on peut continuer d'en faire peu et, de surcroît,...moins vite! L'optimisation des ressources, la conformité règlementaire, la rigueur financière, dans une administration municipale qui, il n'y a pas si longtemps, flirtait avec malfrats et corrompus, ne devraient souffrir de demi-mesures et de délais!

Le Vérificateur Général devrait, par ailleurs, faire état, dans son prochain rapport, des mesures qui auront été prises pour améliorer la communication et la reddition de compte dans le cadre de la préparation des états financiers, de façon à ce qu'aucun élément significatif - tel un éventuel passif environnemental de l'ordre de 65M\$ non divulgué et non comptabilisé - n'échappe dorénavant à l'exercice. Signalons que la Division de la planification et du suivi environnemental du SITE n'a toujours pas donné suite à la recommandation émise en 2008 de mettre à jour la carte des incidences qui précise notamment le niveau de contamination potentielle (Rapport : gestion des sols contaminés (OR-08-23 A) ! Doit-on y voir un quelconque lien de cause à effet ?

Peu de vérifications ont à ce jour porté sur l'évaluation foncière, une thématique pourtant chère (sans jeu de mots !) aux contribuables montréalais. La dernière vérification qui peut y être apparentée, remonte à 2005 et s'intéressait spécifiquement à l'application informatique GEM (Gestion de l'évaluation municipale). Plusieurs de nos membres et sympathisants se questionnent sur la pertinence des nouvelles évaluations, sur le bien fondé de l'approche utilisée par le Service de l'évaluation foncière de la Ville pour la confection des valeurs au rôle ainsi que sur la transparence de la dite approche et sa compréhension par le simple citoyen. Une vérification contribuerait à nous assurer que les les systèmes et procédures en place tiennent compte des plus hauts standards de

l'industrie, notamment que des indicateurs de qualité pertinents sont déployés et qu'une contre-vérification du rôle est faite par le MAMOT.

Enfin, vous avez dû observer, comme nous, que les consultations animées par la Commission n'ont pas la popularité, disons, du Grand Prix !!! Comment au jour d'aujourd'hui, rejoindre et intéresser les citoyens à la chose publique? Et minimiser les efforts demandés pour y participer ? Calgary, en ville intelligente, mise depuis plusieurs années sur les avancées technologiques: sondages populaires via internet, données réellement ouvertes, webinars, etc. Montréal peut définitivement faire mieux, pour perpétuer la tradition de démocratie municipale initiée par Jean Doré...!

Bien à vous,

Johanne Dion (514-374-9134), Jeanie Baudson, Lucille Malette, Pierre Pagé , Marc-André Rivard, Claudine Schirardin  
pour *Montréal pour tous*

c.c. Membres de la Commission sur les finances et l'administration, Monsieur Pierre Desrochers, Monsieur Alain Marcoux, Monsieur Serge Vaillancourt, Monsieur Robert Duquette